



**PROGRAMME GOUVERNEMENTAL  
D'AMENAGEMENT DE 100.000HA  
(2014-2018)**

**Note de présentation par région**



# SOMMAIRE DE LA PRÉSENTATION

**I. INTRODUCTION**

**II. RAPPEL SUR LES RESULTATS DES PGA  
PRECEDENTS**

**III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS**

**IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

**V. STRATEGIES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS**

**VI. FACTEURS DE RISQUE**

**VII. CONCLUSION**

# I. INTRODUCTION

En prélude à la formulation effective du PNISA, le PGA de **100.000ha** projeté sur la **période 2014-2018** doit assurer la cohérence et la synergie de différentes interventions dans le sous-secteur de l'irrigation.

Sa mise en œuvre contribuera à l'atteinte de deux objectifs spécifiques majeurs de la PDA à savoir :

- ☛ ***la maîtrise et la mobilisation des ressources en eaux surfaciques et souterraines***
- ☛ ***la protection des exploitations Agricoles contre les risques Agricoles ;***

Le Programme s'appuie sur la sous composante SC 2.4. du PNISA à savoir « **Aménagements et infrastructures Agricoles** », et sur la 4<sup>ème</sup> orientation stratégique de la PDA à savoir « **Développement des Investissements dans le secteur Agricole** »; les actions ayant concerné les **Aménagements Hydro-Agricoles.**

# I. INTRODUCTION (suite )

Il comprend deux (2) volets :

- **Les aménagements des grands et moyens périmètres:** les travaux d'extension et de réhabilitation dans les Offices et les nouveaux projets en gestation. Ceux-ci forment le groupe des **Grands Aménagements (GA)**;
- **le Programme National d'Irrigation de Proximité (PNIP):** Cadre fédérateur, assure la cohérence avec les PDSEC et concerne les PPIV, bas-fonds, plaines inondables et PPM (<5ha). C'est le groupe des **Aménagements de Proximité (AP)**.

Ses actions sont conformes CSCRP, ainsi qu'aux politiques et stratégies sectorielles nationales (**SNDI, PNISA, PDA, etc.**) et sous régionales de développement de l'agriculture irriguée (**UEMOA, PDDAA/NEPAD**).

# I. INTRODUCTION (suite et fin)

Il sera financé conjointement par le **Gouvernement de la République du Mali** et ses **Partenaires Techniques et Financiers** pour un coût global évalué à près de **321.733.906.094F CFA** dont:

↳ **282.296.155.173F CFA** pour les **GA**;

↳ et **39.437.750.921F CFA** pour les **AP**.

La coordination et la supervision de ses activités et actions seront assurées par la **DNGR** au niveau national et par les **DRGR** au niveau régional.

## II. RAPPEL SUR LES RESULTATS DES PGA PRECEDENTS

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la SNDI, le GRM a réalisé de 1998 à 2013, trois (3) phases de PGA sous la coordination de la DNGR.

Le suivi coordonné de la mise en œuvre de ces différentes phases de PGA a permis d'améliorer la fiabilité des statistiques sur les AHA.

Le **cumul des résultats** des PGA successifs s'élève à près de **169.700ha**, les **rythmes** moyens de réalisation étant de **4.700ha/an** pour la **1<sup>ère</sup> phase**, **13.500ha/an** pour la **2<sup>ème</sup> phase** et **13.000ha/an** pour la **3<sup>ème</sup> phase**.

Les **résultats obtenus** au niveau de **l'Office du Niger** s'élèvent à **45.909ha** avec un rythme moyen de réalisation de **3.180ha/an** pour la **1<sup>ère</sup> phase**, **2.860ha/an** pour la **2<sup>ème</sup> phase** et **2.600ha/an** pour la **3<sup>ème</sup> phase**.

## II. RAPPEL SUR LES RESULTATS DES PGA PRECEDENTS (Suite et fin)

Le tableau suivant fourni le bilan des trois phases de PGA.

*Tableau N° 1: Bilans résumés des trois (3) phases précédentes de PGA*

<b>REGIONS</b>	<b>PGA de 30.000ha (1998-2002)</b>	<b>PGA de 50.000ha (2003-2007)</b>	<b>PGA de 103.000ha (2008-2013)</b>	<b>Totaux (ha)</b>
KAYES	-	1 791	2 177	3 968
KOULIKORO	821	1 906	3 044	5 771
SIKASSO	300	1 102	7 817	9 219
SEGOU	16 278	24 566	24 287	65 131
<i>Office du Niger</i>	<i>15 918</i>	<i>14 301</i>	<i>15 690</i>	<i>45 909</i>
MOPTI	300	2 504	24 422	27 226
TOMBOUCTOU	5 652	33 078	16 097	54 827
GAO	316	2 772	368	3 456
KIDAL	-	28	74	102
<b>RESULTATS /PGA</b>	<b>23 667</b>	<b>67 747</b>	<b>78 286</b>	<b>169 700</b>
<i>Rythme annuel moyen</i>	<i>4 733</i>	<i>13 549</i>	<i>13 048</i>	<i>X</i>
<b>Rythme annuel moyen</b>	<b>3.180</b>	<b>2.860</b>	<b>2.600</b>	<b>X</b>

### III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

- D'après le CSCRП 2012-2017, la 1<sup>ère</sup> contrainte identifiée à la croissance économique du Mali est le caractère de subsistance de l'économie rurale (Agriculture pluviale) dont les faibles performances en termes de productivités seraient la cause principale de la pauvreté rurale.
- Le but du CSCRП à moyen et long termes est de « Faire du Mali un pays émergent et **une puissance agro-sylvo-pastorale**, doté d'une bonne qualité de vie pour les populations, hommes et femmes ».
- Paradoxalement, l'évaluation du CSCRП 2007-2011, prouve que les productions agricoles apportent 38,5% au PIB du Pays (plus grande contribution), alors que les agriculteurs (62% de la population) sont considérés comme étant les plus pauvres (57%) et une incidence de 81% sur la pauvreté du Pays.

### III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite)

- Il en ressort que toute politique de réduction de la pauvreté en faveur des Agriculteurs est bénéfique pour l'ensemble du Pays.
- Dans le contexte climatique actuel, toute politique en faveur des Agriculteurs doit consister à renforcer leurs capacités de résilience en affranchissant leurs productions des aléas climatiques, à travers les **appuis et l'Assistance techniques nécessaires à la création et la mise en valeurs des infrastructures et équipements de maîtrise de l'eau Agricole.**
- La sécurisation des productions Agricoles à travers l'agriculture irriguée s'inscrit parfaitement dans la stratégie gouvernementale de croissance économique accélérée et figure en bonne place dans la **Déclaration de Politique Générale présentée par son Excellence, monsieur le Premier Ministre, devant l'Assemblée Nationale du Mali.**
- En la matière, le Mali possède des atouts et des opportunités, mais doit aussi faire face à des contraintes.

# III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite)

## ☛ *Quels en sont les atouts ? :*

Le principal atout est l'existence d'un potentiel d'irrigation moins exploité (près de **2.200.000ha** dont **404.163ha** aménagés en fin 2013).

## ☛ *Quels en sont les opportunités ?*

- la disponibilité en ressources hydrique: **Eaux de surface** → **70 milliards de m<sup>3</sup>** en année moyenne; **Eaux souterraines** → **2.700 milliards m<sup>3</sup>** de réserves statiques dont **66 milliards de m<sup>3</sup> renouvelable** par an)
- la **forte demande** insatisfaite en **AHA** ;
- la priorité que le Gouvernement accorde à la sécurisation de la production agricole à travers l'**irrigation** et la **stratégie de croissance économique accélérée** du Pays
- La dynamique de **décentralisation administrative** autorisant des initiatives autonomes et plus de responsabilité au niveau local ;
- l'intérêt des **bailleurs de fonds** pour le développement du sous secteur, l'**irrigation** étant un moyen sûr d'affranchir les productions agricoles des **aléas climatiques**.

# III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite)

## ☛ *Quels en sont les contraintes ?*

Les contraintes sont entre autres:

### ☛ *relatives à la conception et à la réalisation des AHA marquées par:*

- *l'absence de normes institutionnelles de conception techniques, économiques et environnementales → l'exécution d'une grande partie des ouvrages reste non conforme aux règles de l'art;*
- *les informations sur les AHA sont fragmentaires;*
- *la forte dépendance des PGA des fonds extérieurs;*
- *la faible capacité de planification et de conception des Projets liée aux conditions de démarrage parfois difficiles (absence d'un portefeuille de site dont les études d'APD sont disponibles, etc.);*
- *les difficultés de mobilisation des ressources financières et la faible capacité des Entreprises.*

# III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite)

## ☛ *Quels en sont les contraintes ? (suite)*

Les contraintes sont entre autres:

### ☛ *relatives à la mise en valeur des AHA marquées par:*

- *l'absence d'une réglementation en matière d'entretien des infrastructures et équipements d'irrigation → faible niveau d'entretien des AHA ;*
- *Un accès difficile aux zones de production surtout pendant l'hivernage (période de mise en valeur de la plus part des AHA);*
- *Le niveau de connaissance faible des prélèvement d'eau pour l'Agriculture irriguée;*
- *le faible niveau d'équipement des exploitants.*
- *Les difficultés rencontrées par les exploitant dans l'obtention des crédits agricoles.*

### III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite)

#### ☛ *Quelles solutions aux contraintes identifiées ?*

Les solutions proposées sont entre autres:

#### ☛ *pour celles relatives à la conception et à la réalisation des AHA :*

- *La poursuite de l'élaboration des standards minima en cours à la DNGR sur les AHA de bas-fonds et son extension aux autres types d'AP;*
- *La réalisation de deux études stratégiques dont l'un sur les « normes d'Aménagements et d'Equipements Agricoles »; et l'autre sur le « l'élaboration d'un mécanisme d'entretien des AHA hors des zones Offices »;*
- *la finalisation de la mise au point de la base de données sur les AHA en cours à la DNGR;*
- *La mise en place d'un cadre de planification régional sous l'autorité du Gouverneur de région.*

### III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS (Suite et fin)

#### ☛ *Quelles solutions aux contraintes identifiées ? (suite)*

Les solutions proposées sont entre autres:

#### ☛ *pour celles relatives à la mise en valeur des AHA :*

- *l'élaboration et la mise en œuvre des plans de mise en valeur des AHA en collaboration avec les structures d'appui conseil et les producteurs ;*
- *l'amélioration des pistes agricoles pour faciliter l'écoulement des productions agricoles vers les zones de consommation et de commercialisation;*
- *l'élaboration et la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien des réseaux d'irrigation et de drainage ;*
- *l'initiation et la mise en œuvre d'un Programme d'Equipements Agricoles à l'instar du Programme d'aménagement.*

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME

## Quels sont les objectifs du Programme ?

- **Objectif global** : contribuer à l'augmentation de la production céréalières et horticole du Pays à travers :
  - une meilleure maîtrise des **ressources en eau** par la création de nouvelles **superficies aménagées irriguées**;
  - l'intensification et la modernisation des systèmes de production Agricoles (dotation en équipements Agricoles).
- **Objectif spécifique** : développer l'aménagement progressif de **100.049ha** dans des zones recelant de fortes potentialités hydro agricoles. Cet objectif est constitué de :
  - **81.822ha** de **GA** dont **52.202ha** en **maîtrise totale (MT)** de l'eau (41.746ha en zone ON) et **33.640ha** de **submersion contrôlée (SMC)** dans les plaines inondables ;
  - et **19086 ha** d'**AP** dont **4.019ha** en **MT** de l'eau; **859 ha** pour le **maraîchage et l'horticulture**), et **14.208ha** en **MP** d'aménagements de bas-fonds, de mares, d'oueds, et d'oasis.

## IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

*Qu'en est-il de la répartition de ces objectifs par région ?*

Ces AHA sont programmés dans toutes les régions et dans le District de Bamako comme indiqué dans le tableau suivant.

*Tableau N°2: Répartition des objectifs du Programme par région*

Régions	OBJECTIFS DE RÉSULTATS (HA)					
	Maitrise totale		Submersion contrôlée	Bas-fonds	APM	Totale
	GA (>100)	AP (<100)				
KAYES	880	340	2 000	5 169	96	8 389
KOULIKORO	1 821	271	-	1 050	271	3 142
SIKASSO	300	160	-	2 545	160	3 005
SEGOU	43 017	96	10 540	4 619	96	58 272
MOPTI	1 964	1 250	21 100	425	110	24 739
TOMBOUCTOU	200	842	-	400	25	1 442
GAO	-	984	-	-	25	984
KIDAL	-	20	-	-	20	20
DIST./BAMAKO	-	56	-	-	56	56
<b><u>TOTAL PAYS</u></b>	<b><u>48 182</u></b>	<b><u>4 019</u></b>	<b><u>33 640</u></b>	<b><u>14 208</u></b>	<b><u>859</u></b>	<b><u>100 049</u></b>

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Kayes

le Programme vise dans la région de Kayes un objectif spécifique de **8.389ha** pour un coût global évalué à **16.218.552.618F CFA**.

Cet objectif est constitué de :

- **2.880 ha** de **GA** dont **880ha** en **MT** de l'eau (ADRS/PGIRE/BID/GRM) et **2.000ha** de **submersion contrôlée** financé par le FBS ;
- et **5.509ha** d'**AP** dont **340ha** en **MT** de l'eau (dont **96ha** pour le **maraîchage et l'horticulture** sur financement **FIDA/PAPAM**), et **5.169ha** en **MP** d'aménagements de bas-fonds.
- Parmi les **340ha** d'**AP** projetés en **MT** de l'eau, **159ha** sont sur les financements de **l'OMVS/BM** à travers le PGIRE, tandis que **85ha** sont sur les financements de **l'AECID** à travers le **PASNDI**.
- Le financement des AP projetés avec **MP** de l'eau est prévu sur diverses sources dont : **l'OMVS/BM** pour **2677ha**, **FIDA/PAPAM** pour **1200ha**, la **BID/GRM** pour **1.100ha**, les migrants de Gadiaba Kadiel pour **117ha**, le FBS sur **36ha** et **l'AECID** pour **39ha**.

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Koulikoro

Les objectifs spécifiques y sont assez équilibrés entre GA et AP pour un objectif de résultat cumulé de **3.142ha** et un coût global évalué à **10.252.403.800F CFA**. Il est constitué de :

- **2.092ha en MT** dont **1.821ha** sont des **GA** et **271ha** sont des **AP** constitué de périmètres maraîchers/horticoles pour les groupements de femmes et promoteurs privés ;
- et **1.050ha en MP** constitué essentiellement d'AHA de bas-fonds.

Les **GA en MT** sont inscrit au portefeuille de l'**OHVN** et financé par la **BAD/GAFSP/FAD/GRM** dans le cadre du PRESAN-KL). Ils sont projetés dans les cercles de Kangaba (1.112ha) et de Koulikoro (800ha extensibles).

Les **271ha d'AP** en périmètres maraîchers/horticoles sont financés à travers diverses sources dont : la **BM/GRM/PCDA** pour **213ha**, le **FIDA/GRM/PAPAM** pour **18ha**, la 2<sup>ème</sup> phase de l'IESA pour 16ha, et la **BAD/GRM/PRESAN-KL** pour 16ha.

Pour ce qui est des **1.050ha** d'AHA de bas-fonds, ils sont financés par un fond mutualisé **UE/KfW/ACDI/IRRIGAR** pour **900ha** ; et par la **BAD/GRM/PRESAN-KI** pour **70ha à Faragué** dans le cercle de Kangaba et extensible sur **200ha** dans les cercles de Kanagaba, Koulikoro et Kati.

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Sikasso

- Les objectifs de résultats du Programmé s'élève dans la région de Sikasso à **3.005ha** pour un coût de réalisation évalué à **7.245.040.100 F CFA**, constitué essentiellement d'AP (90%) et avec MP de l'eau (85%).
- Les AHA avec MT de l'eau sont constitués de 460ha dont 300ha de GA inscrit sur le portefeuille de l'ODRS (financement BAD/GRM/PRESA/DCI) et 160 ha d'AP en cultures maraîchères/horticoles (financement BM/GRM /PCDA pour 95ha, FIDA/GRM /PAPAM pour 40ha, et sur du PACEPEP pour 25ha) .
- Les AHA avec MP de l'eau concernent uniquement les sites de bas-fonds pour un objectifs de résultats de 2.545ha financés à travers deux projets : le PAPAM/FIDA/GRM pour 1295ha et l'IRRGAR/UE/KfW/ACDI pour 1.250ha .

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Ségou

Les résultats d'objectifs sont de **58.272ha** dont **43.113ha** avec **MT** de l'eau et **15.159ha** avec **MP** de l'eau. Les coûts estimés à **249.548.459.796F CFA.**

Les AHA avec **MT de l'eau** concernent:

- **43.113ha** de **GA** en **zone ON** à travers : le **PAPAM** (Sabalibougou pour 2.200ha), l'**UEMOA** (Touraba pour 2.174ha), la **BOAD** (Molodo Nord pour 2.500ha), la **KfW** (Siengo Extension pour 1.722ha), l'**AFD** (Ratail IV bis pour 1000ha), les *autres actions* déjà *en cours* (**BEWANI** pour 4.900ha) et à **Seribabougou** (12600ha), Soumouni (2000ha) et Molodo Nord (tranche III pour 1385ha), et les *engagements* des privés pour **10.875ha.**
- **1.271ha** sur le portefeuille de l'**ORS** dans le cadre du **PADER-TK/BID/GRM.**
- Les **APM** sur **96ha** à travers : le **PAPAM/FIDA/GRM** pour **30ha**; le **PCDA/BM/GRM** pour **26ha** ; le **PACEPEP** pour **25ha**, l'**ORS/GRM** pour **8ha**; le **PICII/Lux-Dev.** pour **7ha.**

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Ségou (suite et fin)

Quant aux AHA avec **MP** de l'eau, ils concernent:

- la consolidation et l'extension du Projet de mise en valeur des plaines du moyen Bani (*10.540ha en SMC*) à travers le *PDI-BS/BAD/OPEP/GRM*;
- *250ha* d'aménagement de bas-fonds à travers le *PICII/Lux-Dév.* ;
- *4.369ha* d'aménagement de bas-fonds à travers les fonds *PPTE/GRM*.

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Mopti

Les objectifs de résultats visés dans la région de Mopti sont de **24.739ha** d'AHA pour un coût évalué à **6.539.919.623F CFA**.

Les AHA avec **MT de l'eau** concernent:

- *1.000ha* de plaine dans le cercle de Djenné (*PDI-BS/BID*) ;
- *380ha* inscrit sur le portefeuille de l'*ORM*. *Il s'agit de la reconversion des périmètres de SMC en périmètres de MT et dont les financements sont à chercher* ;
- *50ha de PIV par le PADIN* sur financement du Royaume des Pays-Bas;
- *60ha* de périmètre **maraîcher/horticoles** dont *23 ha* à travers le *PAPAM/FIDA/GRM*, *25ha* à travers le *PACEPEP*, *7ha* à travers le *PCDA/BM*; et *5ha* à travers le *PDREGDE/ABN/BM* pour le groupement des femmes de Diambacourou.

## IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

### Détails pour la région de Mopti (suite et fin)

Quant aux AHA avec **MP** de l'eau, ils concernent:

- **14.000 ha** en cultures bourgoutière dans le cercle de Djenné à travers le **PDI-BS/BAD/BID/GRM**;
- **1000 ha** d'AHA en **SMC** sur la plaine de Diambacourou à travers le **PDREGDE/ABN/BM** ;
- **400 ha** d'aménagements de **mares** à travers **l'IPRODI** (financement de **KfW/PAM/GiZ**);
- **25 ha** d'aménagement de bas-fonds à réaliser dans les Plateaux Dogons à travers **l'IPRO-DB/KfW/ACDI**.

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Tombouctou

Les objectifs dans la région Tombouctou, sont de **1.442ha** pour un coût évalué à **5.358.530.117F CFA**. Il est constitué de :

- **1.042ha** d'aménagement **MT** dont **842ha** sont des **AP**;
- et **400ha** d'aménagement avec **MP** de l'eau.

Les AHA avec **MT de l'eau** concernent:

- **154ha** de PIV entamées par le **PIDRN/FIDA** avant l'occupation de la zone par les djihadistes et ceux en cours pour **63ha**.
- les **AMP** pour **25ha** programmées par le **PAPAM/FIDA**.
- Le PAPAM envisage la réalisation de près de **600ha** de PIV. Cependant, ses **activités ont été suspendues dans la région depuis la crise politico-sécuritaire de 2012**.

Quant aux AHA avec **MP**, ils concernent **400ha** d'aménagement de mares à travers l'**IPRODI/KfW/ACDI/GiZ**.

# IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite)

## Détails pour la région de Gao

Dans la région de Gao, les objectifs de résultats du Programme concernent **959ha de PIV** dont **459ha** inscrit sur le portefeuille du **PAPIV de Gao** et **500ha** inscrit sur le **PAPAM** et **25 ha** de **périmètres maraîchers** sur programmation du **PAPAM**, soit **984ha** pour un coût global évalué à **6.421.000.000F CFA**.

- Les aménagements de **périmètres maraîchers** programmés sur le **PAPAM** sont concernés par les mesures de suspension.
- *On espère que la situation sécuritaire s'améliorera et que le PAPAM reprendra ses activités dans la région de Gao. Ce qui permettra une augmentation des objectifs de résultats en PIV dans cette région qui en recèle des potentialités.*
- Quant à la programmation de PAPIV, **les sources de financement ne sont pas encore identifiées.**

## IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (Suite et fin)

### Détails pour la région de Kidal

Les objectifs de résultats dans la région de Kidal sont constitués par des *aménagements de périmètres maraîchers planifiés dans le cadre du PAPAM* sur les financements du PAPAM/FIDA.

Ils restent soumis aux mesures de suspensions des activités de ce projet dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal.

### Détails pour le District de Bamako

Les objectifs de résultats dans le District de Bamako sont constitués par des *aménagements de périmètres maraîchers* financés dans le cadre :

- du *PAPAM/FIDA* sur la composante « sous projet » (cf. tableau suivant) pour *31 ha extensibles.*;
- Et du *PACEPEP* pour *25 ha.*

## V. STRATEGIES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS

La stratégie préconisée est celle d'une responsabilisation plus accrue des acteurs au *niveau régional*.

Ainsi, les rencontres trimestrielles de suivi pourront être conduites par la DRGR sous l'égide du Gouverneur de région.

La coordination du dispositif de suivi sera assurée par la DNGR à travers les rencontres semestrielles de suivi sous l'égide du Secrétaire Général du MDR.

Les missions de supervision devront être conduite sur les dispositifs régionaux de suivi. Ces missions s'étendront aux structures chargées de la mise en œuvre des actions du Programme.

A l'instar du PGA précédent, un atelier d'évaluation à mi-parcours sera organisé sous l'égide du *Secrétaire Général du MDR* en vue d'analyser ses performances, recentrer ses objectifs, et corriger éventuellement ses indicateurs.

## V. STRATEGIES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS (suite)

### ☛ *Quelles stratégie opérationnelle pour les AP ?*

La stratégie d'intervention des **AP** s'intégrera dans celle du **PNIP** en apportant une réponse à des *demandes inscrites et validées au niveau communal*. Ainsi :

- les services *déconcentrés* du MDR (DRGR, SLGR, DRA, SA) appuieront les *collectivités territoriales* dans l'*indentification* et la *caractérisation* des sites potentiels d'**AP** existant sur leur ressort territorial.
- Les sites potentiels seront alors soumis au *comité technique de coordination régional* pour analyse et inscription au *Budget Programme par Objectifs Régionaux* (BPOR) en tenant compte des spécificités régionales (cf. principes directeurs du PNIP)
- Pour rendre ce dispositif plus efficace, les *cadres de concertations* prévus dans le cadre du PNIP doivent être opérationnalisés.

## V. STRATEGIES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS (suite)

### ☛ *Quelles stratégie opérationnelle pour les GA ?*

L'opérationnalisation de ce volet s'appuiera sur le *dispositif institutionnel de suivi et de pilotage* des *structures chargé* de la mise en œuvre des actions du Programme.

Il s'agit notamment du « *Conseil d'Administration* » pour les *Offices* et des *comités de pilotage* pour les *Programme et Projets structurants*.

Le dispositif de *suivi régional* devra s'assurer que les informations fournies et les décisions prises lors des rencontres régionales de suivi, sont en conformité avec les *décisions prises par les Conseils d'Administrations* des *Offices* et les *comités de pilotages des Projets/Programmes* chargés de la mise en œuvre des actions du PGA.

## VI. FACTEURS DE RISQUE ET PROPOSITION DES SOLUTIONS

### ☛ *Quels sont les facteurs de risque pour le Programme ?*

Malgré un environnement politique favorable marqué par la *volonté politique affichée du Gouvernement*, la mise en œuvre du Programme n'est pas exempte de risques qui pourront entravée l'atteinte de ses résultats. Parmi ces risques, nous pouvons citer entre autres :

- *La psychoses sécuritaire*
- *Limitation des crédits de financement*
- *Le gèle ou la fermeture précoce de certains crédits de financement*
- *La complexité des conditions de mobilisation des crédits de financement;*
- *La faiblesse des capacités de certaines Entreprises de travaux*

## VI. FACTEURS DE RISQUE ET PROPOSITION DES SOLUTIONS

### ☛ *Quels sont les solutions proposées aux risques identifiés ?*

Le tableau suivant résume les solutions proposées.

Risques identifiés	Solutions proposées
Psychoses sécuritaire	Sensibilisation des PTF par les plus hautes autorités du Mali
Limitation des crédits de financement	Accorder une attention particulière au suivi et à l'évaluation des actions inscrites au niveau de ces structures
Gèle ou la fermeture précoce de certains crédits de financement	Ouvrir une ligne de crédits sur le budget national afin de faire face à ces genres de situations
La complexité des conditions de mobilisation des crédits de financement;	Améliorer les conditions de démarrage des projets (une étude pour mieux situer les causes réelles des difficultés rencontrées)
La faiblesse des capacités de certaines Entreprises de travaux	Améliorer les conditions de sélections des Entreprise, exclure les Entreprise défailtantes de toute compétition

## V. CONCLUSION

Le *PGA de 100.000ha* résulte de la *volonté politique du Gouvernement* et de *l'engagement des structures* chargées de sa mise en œuvre, avec *l'accompagnement des PTF*.

La constance de ces *facteurs* constitue un *gage* pour l'atteinte de résultats d'objectif du Programme.

Il importe donc que les différents *acteurs* prennent la mesure de leurs *engagements réciproques* en œuvrant constamment à leurs concrétisations pour la mise en œuvre correcte des actions du Programme.

le *mécanisme de suivi* de ses actions doit être renforcé aux *niveaux national et régional* par la désignation d'un *point focal* dans chaque *structure impliquée* et la réalisation des *missions de supervision* sur les activités.

La modernisation des *système irrigués* doit intégrer l'utilisation d'une *mécanisation des technologies adaptées* aux conditions *agro écologiques* de chaque zone. Il convient donc de conduire le *PGA* parallèlement avec un *Programme d'Équipements Agricoles*.

**MERCIE DE VOTRE ATTENTION**

